

Document:-  
**A/CN.4/SR.579**

**Compte rendu analytique de la 579e séance**

sujet:  
**<plusieurs des sujets>**

Extrait de l'Annuaire de la Commission du droit international:-  
**1960, vol. I**

*Telechargé du site Internet de la Commission du Droit International  
(<http://www.un.org/law/french/ilc/index.htm>)*

51. Sir Gerald FITZMAURICE déclare qu'il votera contre cette proposition parce que, à la suite de la suppression des cinquième et sixième phrases du paragraphe 5 et de la deuxième phrase du paragraphe 6, il peut accepter le paragraphe sous sa forme actuelle.

52. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) votera, lui aussi, contre la proposition parce qu'en acceptant l'amendement de M. Ago au paragraphe 5, il a considéré comme acquis que le paragraphe 7 serait maintenu sous sa forme actuelle.

*Par 8 voix contre 3, avec 3 abstentions, la proposition de M. Edmonds est rejetée.*

*Le commentaire de l'article 30 a est adopté, compte tenu des amendements.*

#### COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 31 (PERCEPTION DES DROITS ET TAXES CONSULAIRES ET LEUR EXONÉRATION D'IMPOTS ET TAXES)

*Le commentaire de l'article 31 est adopté.*

#### COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 32 (PROTECTION SPÉCIALE ET RESPECT DUS AU CONSUL)

*Le commentaire de l'article 32 est adopté.*

La séance est levée à 18 heures.

### 579<sup>e</sup> SÉANCE

*Vendredi 1<sup>er</sup> juillet 1960, à 9 heures*

*Président : M. Luis PADILLA NERVO*

#### Examen du projet de rapport de la Commission sur les travaux de la douzième session (A/CN.4/L.90 et Add.1, A/CN.4/L.92 et Add.1 à 3) [fin]

##### CHAPITRE II

##### (RELATIONS ET IMMUNITÉS CONSULAIRES) [fin]

1. Le PRÉSIDENT invite la Commission à reprendre l'examen du commentaire des articles relatifs aux relations et immunités consulaires (A/CN.4/L.92/Add.2).

#### COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 33 (INVIOUABILITÉ PERSONNELLE)

2. M. MATINE-DAFTARY relève que le commentaire ne fait pas état de son opinion, qui était opposée à celle de la majorité (539<sup>e</sup> séance, par. 6, et 540<sup>e</sup> séance, par. 40 à 45).

3. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) ne croit pas possible d'exposer dans le commentaire l'opinion d'un membre isolé de la Commission. Toutefois, si M. Matine-Defary le désire, son opinion pourra être consignée dans une note.

4. M. MATINE-DAFTARY fait observer qu'il n'a pas été le seul à s'élever contre le régime

anormal consacré par l'article 33, qui exempte apparemment les consuls de toute poursuite pour les infractions passibles d'une peine de prison d'un certain nombre d'années. M. Matine-Defary aurait pu admettre que les fonctionnaires consulaires ne puissent être mis en état d'arrestation ou de détention préventive, sauf lorsqu'ils seraient poursuivis pour un crime. Il regrette qu'il n'ait pu être tenu compte de sa proposition, qui était constructive.

5. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) est disposé à ajouter au commentaire une phrase où il serait dit que certains membres de la Commission étaient d'avis que les consuls ne peuvent invoquer l'immunité d'incarcération dans les cas où il s'agit de l'exécution d'un jugement.

6. Le PRÉSIDENT fait observer que jusqu'ici la Commission s'est abstenue de mentionner dans le commentaire les opinions minoritaires, même lorsqu'il s'agissait d'une opinion commune à plusieurs membres de la Commission ; il pense que l'opposition de M. Matine-Defary pourrait être signalée dans une note.

*Il en est ainsi décidé.*

7. M. TOUNKINE demande si l'assertion que l'on trouve dans la dernière phrase du paragraphe 12 est bien exacte. Il avait cru comprendre que les exceptions au bénéfice des dispositions de l'article 33 n'étaient motivées que par une activité privée de caractère lucratif exercée dans l'Etat de résidence.

8. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) répond que le seul fait, pour un consul, d'exercer une activité privée de caractère lucratif, quel que soit le lieu où cette activité s'exerce en fait, est une circonstance qui devrait, à première vue, militer contre la reconnaissance des privilèges visés à l'article 33. Il est vrai que s'il s'agit d'une activité exercée dans l'Etat d'envoi ou dans un Etat tiers, il y a moins de raisons de retirer au consul le bénéfice des privilèges accordés par l'Etat de résidence. Le rapporteur spécial estime que la Commission devrait prendre une décision sur ce point.

9. Le PRÉSIDENT fait observer que la Commission n'a pas discuté cette question et que si elle adoptait la dernière phrase du paragraphe 12 dans son texte actuel, il faudrait soumettre à un nouvel examen le paragraphe 1 de l'article 33, qui semble avoir trait à l'exercice d'une activité privée de caractère lucratif dans l'Etat de résidence.

10. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) accepte la suppression de la dernière phrase du paragraphe 12 et exprime l'espoir que la question sera examinée à la prochaine session.

*Il est décidé de supprimer la dernière phrase du paragraphe 12.*

11. M. AGO pense que le paragraphe 13 devrait être révisé, compte tenu de la décision prise par la Commission de présenter deux textes en variante

pour le paragraphe 1 de l'article 33 (572<sup>e</sup> séance, par. 96).

12. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) accepte de remanier le paragraphe 13 en fonction de la décision prise par la Commission au sujet du paragraphe 1 de l'article 33.

*Le commentaire de l'article 33 est adopté, compte tenu de ces amendements.*

#### COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 34 (IMMUNITÉ DE JURIDICTION)

13. M. AGO propose de remplacer, dans la deuxième phrase du paragraphe 1, le mot « autorité » par le mot « juridiction ». D'autre part, il estime qu'il devrait être clairement indiqué, au paragraphe 2, que les membres des consulats ne sont pas justiciables des tribunaux de l'Etat de résidence pour les actes attribuables à l'Etat d'envoi. L'emploi de l'expression « actes officiels » prête donc à critique, compte tenu des décisions prises au sujet de l'article 34.

14. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) accepte les suggestions de M. Ago.

*Le commentaire de l'article 34 est adopté, compte tenu de ces amendements.*

#### COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 35 (EXEMPTION DES OBLIGATIONS EN MATIÈRE D'IMMATRICULATION DES ÉTRANGERS, DE PERMIS DE SÉJOUR ET DE PERMIS DE TRAVAIL)

*Le commentaire de l'article 35 est adopté.*

#### COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 36 (EXEMPTION DU RÉGIME DE SÉCURITÉ SOCIALE)

*Le commentaire de l'article 36 est adopté.*

#### COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 37 (EXEMPTION FISCALE)

15. M. YOKOTA signale que la deuxième phrase du paragraphe 1, où il est dit qu'en l'absence de règlement conventionnel, la question de l'exemption fiscale du consul est réglée par la législation de l'Etat de résidence qui fait toujours dépendre l'exemption fiscale d'un traitement réciproque, ne semble pas en harmonie avec la première phrase du paragraphe 3, où il est dit que les conventions bilatérales accordent en règle générale l'exemption fiscale sous réserve de réciprocité. M. Yokota croit la deuxième formule préférable.

16. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) répond que, autant qu'il sache, la législation d'aucun Etat n'a jamais accordé aux consuls étrangers le bénéfice de l'exemption fiscale sans qu'un traitement réciproque ait été accordé à ses fonctionnaires consulaires par l'Etat d'envoi.

*Le commentaire de l'article 37 est adopté.*

#### COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 38 (EXEMPTION DOUANIÈRE)

17. M. AGO juge trop limitée l'énumération donnée au paragraphe 1 des objets exemptés des droits de douane et propose de la compléter.

*Il en est ainsi décidé.*

*Le commentaire de l'article 38 est adopté, compte tenu de cet amendement.*

#### COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 39 (EXEMPTION DES PRESTATIONS PERSONNELLES)

*Le commentaire de l'article 39 est adopté.*

#### COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 40 (OBLIGATION DE RÉPONDRE COMME TÉMOIN)

18. M. AGO propose d'ajouter au commentaire une phrase où serait indiqué l'objet du paragraphe 2 de l'article 40.

19. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) accepte cette proposition.

20. Sir Gerald FITZMAURICE estime que la formule employée dans la dernière phrase du paragraphe 2 du commentaire est trop catégorique, puisque aux termes du paragraphe 3 de l'article 40, les membres du consulat peuvent refuser de déposer sur des faits ayant trait à l'exercice de leurs fonctions et de produire la correspondance et les documents officiels y relatifs. Il est exact qu'ils ne doivent pas refuser de produire les documents dont il est question dans la dernière phrase du paragraphe 2 du commentaire; néanmoins, cette phrase devrait être mise en harmonie avec le libellé de l'article. Sir Gerald propose donc de remplacer les mots « ne pourrait pas », qui figurent avant le mot « refuser », par les mots « ne devrait pas ».

*Il en est ainsi décidé.*

*Le commentaire de l'article 40 est adopté sous sa forme amendée.*

#### COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 41 (ACQUISITION DE LA NATIONALITÉ)

21. M. BARTOŠ fait observer qu'il peut se produire d'autres cas que ceux qui sont prévus dans le commentaire. Dans certains pays d'Amérique du Sud, l'acquisition de la nationalité peut résulter du simple fait d'une résidence de longue durée.

22. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) doute qu'une longue résidence suffise pour acquérir la nationalité d'un Etat, s'il n'y a pas expression formelle de volonté de la part de l'intéressé. Il se déclare prêt à indiquer que les cas cités dans le commentaire ne constituent pas une énumération exhaustive en ajoutant, dans la première phrase, le mot « surtout ».

*Cet amendement est adopté.*

23. M. AGO exprime des doutes au sujet du paragraphe 1 a), qui semble volontairement négliger

le cas où l'un des parents est un ressortissant de l'Etat de résidence.

24. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) avait cru comprendre que selon l'intention de la Commission, l'article avait pour objet d'empêcher l'acquisition automatique de la nationalité de l'Etat de résidence dans le cas où les parents ne sont ni l'un ni l'autre des ressortissants de cet Etat.

25. M. AGO fait observer qu'il serait surprenant que l'on interprète l'article comme signifiant que le fils d'un consul étranger et d'une femme qui aurait la nationalité de l'Etat de résidence acquerra de plein droit la nationalité de sa mère.

26. M. TOUNKINE estime qu'il serait peu indiqué pour la Commission, au point où elle en est arrivée de ses travaux, de chercher à résoudre les problèmes très complexes que pose l'acquisition de la nationalité. Le droit en vigueur varie grandement d'un pays à l'autre ; on s'est donc abstenu, dans le corps de l'article, de poser une règle générale.

27. M. AGO partage l'opinion exprimée par M. Tounkine, mais fait observer que le paragraphe 1 du commentaire paraît donner de l'article 41 une interprétation qui est inacceptable.

28. M. YASSEEN trouve le sens de l'article 41 parfaitement clair : il dispose qu'un membre du consulat, ou un membre de la famille de celui-ci faisant partie de son ménage, ne peut acquérir la nationalité de l'Etat de résidence, quand bien même la règle contraire serait consacrée par la législation de cet Etat.

29. M. AGO fait observer que les conclusions de M. Yasseen ne ressortent certainement pas du commentaire.

30. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) rappelle avoir signalé, au cours de précédents débats, que l'article 41 s'écarterait de la Convention conclue en 1930 à La Haye concernant certaines questions relatives aux conflits de droit sur la nationalité ainsi que de la législation de certains pays de *jus soli*, tels que les Etats-Unis et, sauf erreur, le Royaume-Uni (543<sup>e</sup> séance, par. 18). M. Liang regrette que le rapporteur spécial n'ait pas retenu sa suggestion de faire ressortir dans le commentaire le caractère de cet article, qui relève du développement progressif du droit international. Si cela n'est pas mis en lumière, l'article ne saurait manquer de provoquer l'étonnement.

31. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) rappelle qu'il n'a témoigné que d'une médiocre admiration pour l'article correspondant du projet sur les relations diplomatiques (article 35) et qu'il s'est efforcé d'obtenir qu'une rédaction différente soit adoptée, mais qu'après une longue discussion le Comité de rédaction a décidé de prendre pour modèle ledit article 35.

32. Le rapporteur spécial ne peut admettre qu'il y ait contradiction, comme l'a dit M. Ago, entre les termes de l'article et ceux du commentaire. Le cas mentionné au paragraphe 2 du commentaire

n'entre pas dans le cadre de l'article. Comme l'a indiqué M. Tounkine, la règle proposée par la Commission est incomplète et se borne à énoncer que, dans le cas où aucun des parents n'est ressortissant de l'Etat de résidence, l'enfant n'acquiert pas la nationalité de cet Etat, quand bien même la législation de ce dernier en matière de nationalité reposerait sur le *jus soli*. Tout autre est le cas où l'un des parents seulement est un ressortissant de l'Etat de résidence, tandis que l'autre parent est un ressortissant de l'Etat d'envoi ou d'un Etat tiers. M. Žourek estime que, dans son texte actuel, le commentaire constitue un exposé exact des faits.

33. M. BARTOŠ propose de supprimer le paragraphe 3 du commentaire, parce qu'il est en contradiction avec la Convention sur la nationalité de la femme mariée, conclue en 1957 sous l'égide des Nations Unies<sup>1</sup>.

34. M. AGO ne peut admettre l'interprétation que le rapporteur spécial a donnée de l'article 41, laquelle s'écarte dans une large mesure de celle de plusieurs autres membres de la Commission. Il peut, néanmoins, se rallier à l'opinion de M. Tounkine selon laquelle la Commission ne devrait pas prendre position. Il propose donc de supprimer les alinéas a) et b) et d'indiquer simplement au paragraphe 1 que l'article 41 a pour but d'empêcher l'acquisition automatique de la nationalité de l'Etat de résidence du fait de la naissance, du mariage, d'une longue résidence, etc.

35. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) ne pense pas que cette modification jetterait beaucoup de lumière sur la question. En sa qualité de rapporteur spécial, il s'était simplement proposé d'indiquer quelle était l'intention de la Commission.

36. En réponse aux critiques formulées par M. Bartoš, il fait observer que le paragraphe 3 ne saurait être en contradiction avec la Convention sur la nationalité de la femme mariée, car, dans tous les cas où cette convention s'applique entre l'Etat d'envoi et l'Etat de résidence, le mariage d'une femme qui est membre d'un consulat n'entraînera pas automatiquement son changement de nationalité et, par conséquent, le cas ne tombera pas sous le coup de l'article 41.

37. M. BARTOŠ maintient que la dernière partie du commentaire de l'article 35 du projet sur les relations diplomatiques est en contradiction avec la Convention sur la nationalité de la femme mariée. Il conviendrait de charger le secrétaire de la Commission de le signaler à la conférence sur les relations et immunités diplomatiques qui se tiendra en 1961.

38. M. Bartoš propose de supprimer le paragraphe 3 du commentaire de l'article 41 du projet sur les relations consulaires.

39. M. TOUNKINE ne voit pas de contradiction entre le paragraphe 3, qui traite de l'acquisition

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 309, p. 65.

de la nationalité par les membres de la famille d'un membre du consulat qui vivent à son foyer, et la Convention citée par M. Bartoš, qui porte sur une question toute différente.

40. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) se déclare prêt, pour répondre à l'objection de M. Ago, à retirer le paragraphe 2. Il ajoute qu'il rédigera un commentaire détaillé de l'article 41.

41. M. AGO estime qu'il suffirait de supprimer le paragraphe 2.

42. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) propose pour tenir compte de l'objection faite par M. Bartoš, de modifier le paragraphe 3 où il serait dit que, dans le cas prévu par ce paragraphe, l'article 41 perd beaucoup de son importance en raison de l'adoption de la Convention de 1957 sur la nationalité de la femme mariée.

*Le commentaire de l'article 41 est adopté avec les amendements proposés par le rapporteur spécial.*

#### COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 42 (MEMBRES DU CONSULAT, MEMBRES DE LEUR FAMILLE ET MEMBRES DU PERSONNEL PRIVÉ, RESSORTISANTS DE L'ÉTAT DE RÉSIDENCE)

43. M. TOUNKINE propose de supprimer, dans la première phrase du paragraphe 1 les mots « conformément à la pratique des États » pour éviter que l'on interprète à tort ce passage comme signifiant que les États ont coutume de nommer les employés de consulat sans le consentement de l'État de résidence.

*Il en est ainsi décidé.*

*Le commentaire de l'article 42 est adopté, sous réserve de cet amendement.*

#### COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 43 (DURÉE DES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS CONSULAIRES)

*Le commentaire de l'article 43 est adopté.*

#### COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 44 (SUCCESSION D'UN MEMBRE DU CONSULAT OU D'UN MEMBRE DE SA FAMILLE)

*Le commentaire de l'article 44 est adopté.*

#### COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 45 (OBLIGATIONS DES ÉTATS TIERS)

*Le commentaire de l'article 45 est adopté.*

#### COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 46 (RESPECT DES LOIS ET RÈGLEMENTS DE L'ÉTAT DE RÉSIDENCE)

44. Sir Gerald FITZMAURICE estime qu'il conviendrait de supprimer la dernière phrase du paragraphe 3. Il est inutile de mettre seul en relief le cas peu fréquent où les locaux consulaires sont utilisés comme lieu d'asile ; l'abus des locaux consulaires revêt d'autres formes, que l'on rencontre beaucoup plus souvent.

45. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) fait obser-

ver que s'il a ajouté cette phrase, c'est parce que M. Erim n'a retiré l'amendement qu'il avait proposé à l'article 25 que sous la réserve expresse que la question serait mentionnée dans le commentaire de l'article 46 (572<sup>e</sup> séance, par. 18). De plus, bon nombre de conventions consulaires stipulent que les locaux consulaires ne doivent pas être utilisés comme lieu d'asile.

*Le commentaire de l'article 46 est adopté.*

#### COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 48 (OBLIGATIONS DE L'ÉTAT DE RÉSIDENCE DANS CERTAINS CAS SPÉCIAUX)

*Le commentaire de l'article 48 est adopté.*

#### COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 49 (FIN DES FONCTIONS DES FONCTIONNAIRES CONSULAIRES)

46. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) rappelle la décision de la Commission (546<sup>e</sup> séance, par. 24) suivant laquelle l'article 49 devrait préciser les différentes manières dont les fonctions d'un consul peuvent prendre fin. Il propose, par conséquent, que la première phrase du paragraphe 1 du commentaire, où il est question des « causes qui mettent fin à la fonction des membres du consulat » soit modifiée de façon que le texte soit conforme à cette décision.

47. M. TOUNKINE estime qu'il y a lieu de modifier également le titre de l'article.

48. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) dit qu'il apportera au texte les modifications nécessaires pour tenir compte des observations de M. Tounkine et du secrétaire.

49. M. EDMONDS propose la suppression du paragraphe 3. Il ne voit pas la nécessité de souligner que l'article 49 doit être considéré comme la codification du droit international en vigueur. Ce qui est dit dans ce paragraphe est vrai non seulement de l'article 49 mais de tous les articles du projet.

50. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) accepte de supprimer le paragraphe 3.

*Le commentaire de l'article 49 est adopté, sous réserve de ces modifications.*

#### COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 50 (MAINTIEN DES RELATIONS CONSULAIRES EN CAS DE RUPTURE DES RELATIONS DIPLOMATIQUES)

51. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) propose de remplacer le mot « universellement » par le mot « généralement ».

52. M. YOKOTA fait observer qu'il faut modifier la note où il est question du paragraphe 2 de l'article 2 en raison de la décision prise par la Commission de ne pas insérer ladite disposition dans le projet d'articles mais d'évoquer la question dans le commentaire.

53. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) accepte les deux suggestions qui viennent d'être faites et

il indique que, sous sa forme modifiée, la note constituera la deuxième phrase du commentaire de l'article 50.

*Le commentaire de l'article 50 est adopté, sous réserve de ces modifications.*

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 51 (DROIT DE SORTIR DU TERRITOIRE DE L'ÉTAT DE RÉSIDENCE ET FACILITÉS À ACCORDER À L'OCCASION DU DÉPART)

54. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) estime qu'il ne ressort pas clairement du texte si la deuxième phrase du paragraphe 1 se réfère à la dernière partie seulement de la première phrase ou à l'ensemble de celle-ci.

55. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) répond que la deuxième phrase vise uniquement le cas où il y a conflit armé. Pour éviter toute ambiguïté, il insérera dans cette phrase les mots « en cas de conflit armé ».

*Le commentaire de l'article 51 est adopté sous réserve de cette modification.*

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 52 (PROTECTION DES LOCAUX ET ARCHIVES CONSULAIRES ET DES INTÉRÊTS DE L'ÉTAT D'ENVOI)

*Le commentaire de l'article 52 est adopté.*

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 53 (NON-DISCRIMINATION)

56. Sir Gerald FITZMAURICE propose de développer la fin du paragraphe 3 afin de mieux préciser la raison pour laquelle la Commission n'a pas inséré dans l'article 53 une disposition analogue à celle qui figure au paragraphe 2 a de l'article 44 du projet sur les relations diplomatiques. La Commission se rappellera, en effet, qu'à la suite de la discussion (548<sup>e</sup> et 549<sup>e</sup> séances), elle s'est demandé si cette disposition aurait dû être insérée dans le projet sur les relations diplomatiques lui-même mais qu'elle n'était plus en mesure de modifier ce dernier texte.

57. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) accepte la proposition de sir Gerald Fitzmaurice.

*Le commentaire de l'article 53 est adopté, sous réserve de cette modification.*

INTRODUCTION AU CHAPITRE RELATIF AUX CONSULS HONORAIRES

58. Sir Gerald FITZMAURICE critique la fin du paragraphe 3 de l'introduction. Pour autant qu'il s'en souvienne, la Commission n'a pas décidé de laisser aux États « la liberté de choisir » les critères pour la définition des consuls honoraires. Il propose donc de remplacer la fin dudit paragraphe par les mots « mais d'insérer dans l'article 1 une disposition indiquant que le terme « consuls » s'entend à la fois des consuls de carrière et des consuls honoraires ».

59. Si l'on veut ajouter au commentaire une

phrase concernant le choix des critères servant à définir les consuls honoraires, il faut préciser alors qu'il appartient à l'État d'envoi de choisir les critères applicables. En effet, si l'État d'envoi et l'État de résidence n'adoptaient pas les mêmes critères, il pourrait en résulter que le même consul soit considéré comme un consul honoraire par l'un des États et un consul de carrière par l'autre, ce qui créerait une situation manifestement impossible.

60. M. TOUNKINE dit que, si la nomination d'un consul honoraire dépend effectivement de l'État d'envoi, la définition de l'institution des consuls honoraires elle-même ne saurait être laissée à la discrétion dudit État; l'institution doit être définie de manière objective.

61. Il propose de supprimer purement et simplement la fin du paragraphe 3.

62. M. BARTOŠ appuie cette suggestion.

63. Pour sa part, il ne peut accepter la thèse selon laquelle le choix des critères applicables appartient à l'État d'envoi. S'il est vrai qu'un consul honoraire est nommé par l'État d'envoi, il doit néanmoins être agréé par l'État de résidence; il incombe donc aux deux États de déterminer les critères en question. Le fait essentiel est qu'il doit être tenu compte à la fois des critères appliqués par l'un et par l'autre État intéressé.

64. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) accepte la proposition de M. Tounkine tendant à supprimer la fin du paragraphe 3.

*L'introduction au chapitre relatif aux consuls honoraires est adoptée, sous réserve de cette modification.*

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 56 (STATUT JURIDIQUE DES CONSULS HONORAIRES)

65. Sir Gerald FITZMAURICE considère qu'étant donné que le paragraphe 4 exprime, en termes catégoriques, l'opinion de certains membres de la Commission selon laquelle les privilèges et immunités conférés aux consuls honoraires, aux termes du projet, dépassent de beaucoup ceux qui leur sont accordés dans la pratique des États, il y a lieu d'ajouter une courte phrase pour indiquer que la majorité des membres de la Commission ont été d'un avis contraire.

66. M. EDMONDS propose la suppression, dans le paragraphe 5, des mots « jusqu'à ce que les gouvernements aient fait connaître leur opinion sur cette question ». La Commission ne devrait pas créer l'impression qu'elle sera liée par les vœux qui pourraient être exprimées dans les réponses des gouvernements.

67. M. SCALLE estime, lui aussi, que la formule critiquée par M. Edmonds n'est guère satisfaisante.

68. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) propose que les mots cités par M. Edmonds soient remplacés par les mots « jusqu'à ce que les gouvernements aient présenté leurs observations sur cette question ». Ces observations comprendront

non seulement les vues des gouvernements mais également des renseignements au sujet de la pratique des Etats.

69. M. Liang estime que cet amendement répondrait suffisamment à l'objection soulevée par M. Edmonds.

70. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) accepte les amendements aux paragraphes 4 et 5 proposés par sir Gerald Fitzmaurice et le secrétaire.

*Le commentaire de l'article 56 est adopté, sous réserve de ces modifications.*

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 56 a (INVOLABILITÉ DE LA CORRESPONDANCE OFFICIELLE, DES ARCHIVES ET DES DOCUMENTS DU CONSULAT)

71. M. SCELLE propose de supprimer, dans la première phrase, le mot « seulement ».

72. Sir Gerald FITZMAURICE suggère que, dans la deuxième phrase, les mots « la plupart des cas » soient remplacés par les mots « de nombreux cas » et que les mots « de caractère lucratif » soient insérés à la suite des mots « activité privée ». La condition formulée a pour but de faciliter l'examen des documents aux fins du contrôle fiscal, et, par conséquent, elle ne s'applique pas aux activités privées qui n'ont pas un caractère lucratif.

73. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) accepte les amendements proposés par M. Scelle et sir Gerald Fitzmaurice.

*Le commentaire de l'article 56 a, ainsi modifié, est adopté.*

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 56 b (PROTECTION SPÉCIALE)

*Le commentaire de l'article 56 b est adopté.*

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 56 c (EXEMPTION DES OBLIGATIONS EN MATIÈRE D'IMMATRICULATION DES ÉTRANGERS, DE PERMIS DE SÉJOUR ET DE PERMIS DE TRAVAIL)

*Le commentaire de l'article 56 c est adopté.*

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 56 d (EXEMPTION FISCALE)

74. M. AGO propose d'ajouter le mot « Toutefois » au début de la dernière phrase du commentaire.

75. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) accepte cet amendement.

*Le commentaire de l'article 56 d, ainsi modifié, est adopté.*

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 56 e (EXEMPTION DES PRESTATIONS PERSONNELLES)

*Le commentaire de l'article 56 e est adopté.*

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 56 f (OBLIGATION DE RÉPONDRE COMME TÉMOIN)

76. M. TOUNKINE propose de remplacer les mots « Il peut refuser de répondre comme témoin »

qui figurent dans la deuxième phrase, par les mots « Il peut refuser de témoigner ».

77. M. MATINE-DAFTARY estime qu'il y a lieu de préciser dans le commentaire, comme il a été fait dans le commentaire de l'article 40, que le consul ne peut pas refuser de témoigner ou de produire des documents concernant les faits dont il a eu connaissance en sa qualité d'officier de l'état civil chargé de l'enregistrement des naissances, des mariages et des décès.

78. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) accepte les amendements proposés par M. Tounkine et M. Matine-Daftary.

*Le commentaire de l'article 56 f est adopté, sous réserve de ces modifications.*

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 56 g (RESPECT DES LOIS ET RÈGLEMENTS DE L'ÉTAT DE RÉSIDENCE)

*Le commentaire de l'article 56 g est adopté.*

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 57 (PRÉSÉANCE)

*Le commentaire de l'article 57 est adopté.*

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 57 bis (CARACTÈRE FACULTATIF DE L'INSTITUTION DES CONSULS HONORAIRES)

79. M. AGO propose de modifier le commentaire comme suit :

« Cet article, tenant compte de la pratique des Etats qui ne nomment pas ou qui n'acceptent pas de recevoir des consuls honoraires... »

80. Sir Gerald FITZMAURICE appuie cet amendement et propose d'ajouter les mots « de ceux » devant les mots « des Etats ».

81. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) accepte ces amendements.

*Le commentaire de l'article 57 bis, ainsi modifié, est adopté.*

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 59 (RAPPORT ENTRE LES PRÉSENTS ARTICLES ET LES CONVENTIONS BILATÉRALES)

82. M. YOKOTA estime que le paragraphe 3 ne traduit pas fidèlement les opinions exprimées au sein de la Commission. Certains membres ont soutenu, en effet, que le projet d'articles énonce les principes fondamentaux du droit international en la matière (576<sup>e</sup> séance, par. 7) ; c'est là un point qu'il faut préciser dans le commentaire.

83. M. YASSEEN propose de modifier le paragraphe 3 comme suit :

« Au cours de la discussion portant sur cette question au sein de la Commission, certains membres de la Commission ont soutenu que l'article 59 devrait énoncer que la convention contient des principes fondamentaux du droit consulaire qui doivent primer les accords bilatéraux antérieurs et auxquels des accords bilatéraux postérieurs ne doivent pas déroger. »

84. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) accepte de substituer au paragraphe 3 le texte proposé par M. Yasseen.

85. M. AGO estime qu'il serait plus logique de suivre, dans le commentaire de l'article, l'ordre des variantes. Par conséquent, il y aurait lieu d'intervenir l'ordre des paragraphes 1 et 2.

86. M. LIANG (Secrétaire de la Commission) pense qu'il faut supprimer, dans le paragraphe 1, la mention des amendements acceptés par le Comité de rédaction, étant donné que ce dernier n'est cité dans aucune autre partie du commentaire. En ce qui concerne le paragraphe 2, il pense que l'adjectif « opposée » n'est pas tout à fait exact et devrait être supprimé.

87. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) accepte la suggestion de M. Ago tendant à intervertir l'ordre des deux premiers paragraphes ; de ce fait, il faudra naturellement apporter au texte quelques modifications de rédaction.

88. M. Žourek ne partage pas, toutefois, l'avis du secrétaire selon lequel les idées exprimées dans les deux variantes ne sont pas opposées. D'après le premier texte, toutes les conventions bilatérales préexistantes seraient maintenues automatiquement en vigueur, sans que l'Etat ait à prendre aucune mesure quelle qu'elle soit, tandis que le second texte est fondé sur l'hypothèse que les conventions antérieures seront automatiquement abrogées à moins que les parties ne décident de les maintenir en vigueur. Ce sont là deux points de vue absolument opposés, tant en théorie qu'en pratique. Le texte initial proposé par M. Žourek reposait sur cette conviction que, bien qu'il soit très souhaitable que les Etats passent en revue l'ensemble de leurs conventions consulaires, il n'est guère probable qu'ils entreprennent une tâche aussi lourde.

89. M. AGO fait observer que les modifications qu'il sera nécessaire d'apporter au texte en raison de l'intervention des deux paragraphes suffiront à répondre à l'objection soulevée par le secrétaire.

*Le commentaire de l'article 59 est adopté, sous réserve de cette modification.*

90. M. AGO espère que le rapporteur spécial examinera à nouveau soigneusement le texte de tous les commentaires, car il existe, dans les commentaires des articles 35 et 36, quelques passages qu'il faudrait peut-être remanier. En outre, il faudrait revoir le projet attentivement pour s'assurer que l'on a bien tenu compte du fait que certains articles ne doivent pas s'appliquer aux fonctionnaires consulaires qui sont ressortissants de l'Etat de résidence.

#### APPENDICE A INSÉRER DANS LE COMMENTAIRE DE L'ARTICLE 4 (FONCTIONS CONSULAIRES)

91. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) explique qu'il a rédigé l'appendice à la suite de la décision prise par la Commission (564<sup>e</sup> séance, par. 44 et 45) de s'abstenir, au stade actuel, de faire des

recommandations au sujet de l'article additionnel qu'il a proposé. Il a inséré cette disposition dans le commentaire de l'article 4, parce qu'elle se rapporte aux modalités d'exercice des fonctions consulaires.

92. M. AGO fait observer qu'il y a lieu de bien préciser dans le commentaire les vues exprimées par la Commission au sujet des attributions à accorder aux consuls en vertu de l'article additionnel. Sinon, les gouvernements pourraient être étonnés de voir qu'on a conféré aux consuls des attributions très analogues à celles que possèdent les avocats.

93. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) répond qu'il précisera que les fonctions en question seront confiées aux consuls à titre provisoire et doivent être exercées en l'absence du ressortissant de l'Etat d'envoi.

*L'appendice du commentaire de l'article 4 est adopté, étant entendu que le rapporteur spécial le modifiera dans le sens indiqué.*

94. Le PRÉSIDENT rappelle que la Commission ne s'est pas encore prononcée sur les paragraphes 1 à 21 du chapitre II de son projet de rapport (A/CN.4/L.92/Add.2).

*Les paragraphes 1 à 21 du chapitre II du projet de rapport sont adoptés.*

95. Le PRÉSIDENT, rappelant que la Commission a déjà adopté le texte même des articles au cours des séances antérieures, invite celle-ci à se prononcer sur l'ensemble du chapitre II.

*L'ensemble du chapitre II du projet de rapport de la Commission, tel qu'il a été amendé, est adopté, sous réserve de quelques modifications de rédaction.*

96. Le PRÉSIDENT invite la Commission à se prononcer sur l'ensemble du rapport, tel qu'il a été modifié au cours du débat.

97. Sir Gerald FITZMAURICE demande qu'une note contenant la réserve suivante soit ajoutée au rapport :

« Sir Gerald Fitzmaurice a indiqué qu'en votant en faveur du rapport, il tenait à réserver sa position quant au paragraphe 7 du commentaire de l'article 29, car, à son avis, les dispositions des diverses conventions relatives aux télécommunications n'ont aucun rapport avec l'utilisation de ce qu'on appelle la radio diplomatique. »

98. Le PRÉSIDENT dit que cette réserve sera insérée dans le rapport.

99. M. ŽOUREK (Rapporteur spécial) explique que son vote en faveur du rapport ne doit pas être interprété comme signifiant qu'il ait changé d'avis au sujet de certaines questions touchant les consuls honoraires.

100. M. BARTOŠ souligne que le fait qu'il vote pour le rapport ne signifie pas qu'il ait renoncé aux opinions qu'il a exprimées en ce qui concerne la manière dont la Commission a traité la question de la diplomatie *ad hoc*.

101. M. TOUNKINE déclare que bien qu'il vote en faveur du rapport, il maintient ses opinions au sujet de certaines parties du projet qui ont été adoptées.

*L'ensemble du rapport de la Commission sur les travaux de sa douzième session, tel qu'il a été amendé, est adopté à l'unanimité, sous réserve de quelques modifications de rédaction.*

#### Clôture de la session

102. Le PRÉSIDENT remercie la Commission de l'honneur qu'elle lui a fait en le portant à la présidence. Obligé à ce titre de suivre les débats avec une extrême attention, il a pu, mieux que jamais, apprécier les exposés si instructifs de ses éminents collègues. La Commission a fait œuvre très utile en achevant les deux projets d'articles relatifs aux relations et immunités consulaires et à la diplomatie *ad hoc*. Il est toujours réconfortant de constater, comme on peut le faire aux sessions de la Commission, que les divergences d'opinions, d'origine et de nationalité ne sauraient empêcher les débats de se dérouler en toute harmonie et de se révéler très féconds. Il faut espérer que, le temps aidant, d'autres entreprises internationales pourront, elles aussi, bénéficier des heureux effets de ce climat d'harmonie.

103. Sir Gerald FITZMAURICE fait observer que l'issue satisfaisante de l'une des sessions les plus ardues de la Commission, au cours de laquelle ont été mis au point plus de quarante articles du projet relatif aux relations et immunités consulaires, doit être attribuée dans une large mesure aux qualités d'autorité et de fermeté, ainsi que de tact et de courtoisie, dont le Président a témoigné dans la conduite des débats. La session qui s'achève mérite d'être qualifiée d'historique, puisque, grâce à elle, le droit consulaire est un sujet dont la codification et le développement ont été pour la première fois réalisés dans le cadre d'un organisme de caractère vraiment international. La Commission, les Nations Unies et le monde entier sont tenus envers le Président et le Rapporteur spécial d'une véritable dette de gratitude.

104. M. GARCÍA AMADOR, M. MATINE-DAFTARY, M. SCHELLE, M. YOKOTA, M. TOUNKINE, M. PAL, M. YASSEEN, M. EDMONDS, M. AGO, M. BARTOŠ et M. SANDSTRÖM s'associent aux paroles prononcées par Sir Gerald Fitzmaurice.

105. M. ŽOUREK remercie également le Président en soulignant notamment l'impartialité et la patience avec lesquelles il a conduit les débats de la Commission. Il exprime des sentiments de gratitude à l'égard de tous les orateurs qui ont eu l'amabilité de le remercier pour sa contribution à l'œuvre de la codification du droit international en matière de relations et immunités consulaires. Il explique que l'examen des articles proposés par le Comité de rédaction ayant été terminé trois jours seulement avant la clôture de la session, son travail à la Commission et au Comité de rédaction a absorbé presque tout son temps ; il n'a donc pu préparer pour la Commission que des commentaires provisoires qu'il se propose de compléter à la session prochaine. M. Žourek remercie enfin le bureau de la Commission et le secrétariat de l'aide qu'ils ont apportée au travail de la Commission.

106. Le PRÉSIDENT remercie les membres de la Commission de leurs aimables paroles et exprime toute sa reconnaissance aux membres du bureau de la Commission, aux Rapporteurs spéciaux et au secrétariat.

107. M. BARTOŠ propose que la Commission envoie un télégramme de sympathie à M. Faris el Khouri, l'un des premiers membres de la Commission, que son état de santé a malheureusement empêché de participer aux travaux de la douzième session. Il faut que M. el Khouri sache que la Commission a grandement regretté d'être privée de ses avis et qu'elle forme des vœux pour son prompt rétablissement.

*Il en est ainsi décidé.*

108. Le PRÉSIDENT prononce la clôture de la douzième session de la Commission du droit international.

La séance est levée à 12 h. 25